

Communiqué de presse

Paris, le 23 octobre 2026

Face à la crise agricole, agroalimentaire et industrielle, la distribution fuit ses responsabilités

En menaçant de boycotter le comité du 28 octobre, elle fait au grand jour la démonstration de ses pratiques. Les organisations agricoles, coopératives et industrielles seront, elles, bien présentes au comité du 28 octobre.

Paris, le 23 octobre 2026. L'heure est grave. Crise sociale, crise agricole, crise industrielle : le moment exige que chacun prenne ses responsabilités. Le comité convoqué par le Gouvernement le 28 octobre poursuit un objectif simple : poser un cadre pour que les négociations commerciales se déroulent dans de bonnes conditions pour toute la chaîne, de l'agriculteur au consommateur.

Depuis le début de la crise au Moyen-Orient, les distributeurs refusent de prendre en compte les surcoûts et en font porter tout le poids aux agriculteurs et aux industriels. Aujourd'hui, alors que les agriculteurs sortent d'une crise catastrophique, les distributeurs annoncent qu'ils ne se rendront pas à la réunion organisée par le Gouvernement pour trouver un équilibre. De qui se moque-t-on ?

En conditionnant leur participation à des préalables, les distributeurs adressent un signal de mépris aux pouvoirs publics. Ils offrent surtout, au grand jour, la démonstration des pratiques que nous dénonçons depuis des années : imposer ses conditions avant même d'accepter de discuter. Accepter leurs exigences, ou se retrouver sans interlocuteur : c'est exactement la logique du déréférencement que subissent nos entreprises. S'ils se permettent de traiter ainsi l'État, que dire du sort réservé à une PME seule face à eux dans un box de négociation ?

Leur absence n'est pas neutre. Elle leur permet de ne pas entendre les représentants des agriculteurs, des coopératives et des industriels qui seront autour de la table. Elle leur évite surtout d'avoir à rendre compte de leurs propres pratiques.

Les distributeurs ne sont pas à la hauteur du moment. En choisissant la politique de la chaise vide, ils prennent le risque de sacrifier l'agriculture et l'industrie françaises. En fragilisant nos filières, ils ouvrent la voie à une dépendance croissante aux importations. On ne peut pas prétendre défendre le pouvoir d'achat à court terme tout en détruisant les emplois et notre capacité à produire en France à moyen et long terme.

Nos organisations, elles, seront présentes le 28 octobre. C'est là que les solutions doivent se construire, et c'est là que nous nous exprimerons. Il revient désormais aux pouvoirs publics de jouer pleinement leur rôle de régulateur.

Contact presse :

La Coopération Agricole : Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77